LES ENQUÊTES DU B. I. R S.

L'Avenir Social

DES CATHOLIQUES

ET DES SOCIALISTES

MM. G. Blondel — P. Bureau — G. Deherme — Monseigneur Gibier — Ch. Gide — G. Goyau — H. Joly — Cte de Las Cases — J. Lerolle — E. Martin-Saint-Léon — A. de Mun — G. Renard — P. Ritti — M. Sangnier — L. de Seilhac — G. Sorel — L. de Valroger.

Prix net : 0 fr. 50

Bureau d'Informations Religieuses et Sociales

13, Rue de Miromesnil, 13

PARIS-VIIIe

TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos 3

MM.

Georges Blondel 4
Paul Bureau 8
Georges Deherme 11
Mgr Gibier 13
Charles Gide 16
Georges Goyau 16
Henri Joly 18
Comte de Las Cases 19
Jean Lerolle 20
Martin Saint-Léon 22
Comte de Mun 24
Georges Renard 27
Marc Sangnier 31
Léon de Seilhac 32
Georges Sorel 35
Lucien de Valroger 36

Conclusion 39

UNE ENQUÊTE
sur l'Avenir des Catholiques et des Socialistes
DANS L'ÉVOLUTION CONTEMPORAINE

AVANT-PROPOS

Cette question est immense. Elle soulève tout un monde : elle soulève même plusieurs mondes : celui d'hier qui semble succomber sous le poids d'un passé trop lourd, celui de demain qui surgit peu à peu dans les épreuves et dans les secousses d'un laborieux enfantement.

Dans une brève enquête, il ne s'agissait pas sans doute de traiter avec les développements qu'il comporte un aussi grave, un aussi vaste sujet.

Mais à l'heure actuelle, où les préoccupations de cette nature sont à l'ordre du jour, où les pensées sur l'avenir de l'humanité et sur les devoirs qu'il comporte, angoissent certaines âmes (et cette angoisse les ennoblit, les rehausse singulièrement et est tout à leur honneur), nous avons cru intéressant et opportun de demander à quelques hommes, qualifiés entre tous et à des titres divers, pour nous répondre en toute franchise, de préciser quelques-unes de leurs préoccupations ou de leurs vues personnelles.

Nous avons adressé notre requête verbalement ou par écrit aux notabilités suivantes, ou aux groupes suivants :

L'Action Populaire ; Mgr Baudrillart, le recteur de l'Institut Catholique ; M. Georges Blondel, professeur à l'Ecole des Hautes Etudes commerciales ; M. Buisson, député de la Seine, ancien directeur de l'Enseignement primaire ; M. Paul Bureau, professeur à l'Ecole des Hautes Etudes sociales ; M. Bourguin, professeur adjoint à la Faculté de Droit ; M. Bourdeau, l'écrivain des *Débats* ; M. Cheysson, membre de l'Institut ; M. Deherme, le fondateur des Universités populaires ; M. Faguet, de l'Académie française ; Mgr Gibier, évêque de Versailles ; M. Gide, professeur à la Faculté de Droit ; M. Goyau, l'historien de la pensée religieuse en Allemagne ; M. Guesde, député du Nord ; M. Imbart de la Tour, membre de l'Institut, l'historien de la Réforme ; M. Jaurès, député du Tarn ; M. Jay, professeur à la Faculté de Droit ; M. Joly, membre de l'Institut ; M. le Comte d'Haussonville, membre de l'Académie française ; M. le comte de Las Cases, sénateur de la Lozère ; MM. le marquis de la Tour du Pin et Henri Lorin, les représentants de l'Ecole catholique sociale ; M. Jean Lerolle, ancien président de la Jeunesse catholique ; M. Martin-

Saint-Léon, conservateur de la bibliothèque du Musée social ; M. le comte Albert de Mun, de l'Académie française, le grand apôtre de la cause religieuse ; M. Renard, professeur au Collège de France ; M. Paul Ritti, membre de l'exécution testamentaire d'Auguste Comte ; M. Marc Sangnier, Président du Sillon ; M. de Seilhac, délégué permanent au Musée social ; M. Sorel, le théoricien bien connu du syndicalisme révolutionnaire ; M. de Valroger, ancien président de l'Ordre des Avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation.

Pour des raisons diverses, quelques-unes de ces notabilités n'ont pas pu nous répondre ou bien ont préféré s'abstenir.

Nous publions, dans l'ordre alphabétique des noms d'auteurs, les réponses qui nous ont été faites.

Inutile d'ajouter que le B. I. R. S. reste entièrement fidèle à sa ligne de conduite et que la publication de telles ou telles réponses n'infère de sa part aucune adhésion aux doctrines émises.

M. Georges BLONDEL

Professeur à l'Ecole des Hautes Etudes commerciales

Vous me demandez ce que je pense de la situation actuelle du catholicisme et de ses espérances pour l'avenir.

Je dois vous avouer qu'en dépit d'une légère recrudescence de vie religieuse, qui paraît s'être manifestée çà et là, il me semble que le catholicisme ne fait pas de progrès dans l'ensemble de notre pays. Cela tient peut-être à ce qu'il ne s'est pas suffisamment adapté à l'évolution contemporaine. Que cette évolution ait ses mauvais côtés, cela n'est pas douteux, mais elle a aussi son mérite.

Il ne faut pas voir uniquement les mauvais côtés ; il faut voir les bons ; on a grand tort de récriminer constamment et de se plaindre toujours.

L'attitude boudeuse des catholiques est l'une des causes pour lesquelles ils sont vus avec défiance par les masses populaires. Celles-ci supposent qu'ils regrettent le temps passé, que volontiers ils reviendraient à « l'ancien régime », qui a laissé de si mauvais souvenirs dans notre pays.

C'est pour un motif analogue que les catholiques sont vus avec défiance par beaucoup de professeurs, de savants, d'hommes instruits, qui veulent être des hommes « modernes », et redoutent de

passer pour des réactionnaires ou des cléricaux.

Si les prêtres sont plus respectés dans les faubourgs de nos grandes villes, qu'ils ne l'étaient avant la séparation, si quelques-uns d'entre eux jouissent même d'une certaine popularité de très bon aloi, leur influence, dans l'ensemble du pays n'a pas grandi ; nos paysans, par exemple, sont toujours portés à croire qu'ils sont inféodés aux anciens partis, qu'ils sont au moins les alliés de ceux qui trouvent que tout va mal, et voudraient enrayer le mouvement démocratique qui entraîne notre société.

La plupart des Français reconnaissent sans doute l'utilité de la religion et admirent le christianisme. Mais si on déclare devant eux qu'il y a des conflits entre les idées modernes et la conception chrétienne, ils n'hésitent pas à laisser de côté le vague christianisme, qui sommeille dans leur esprit, pour suivre ceux qui essayent de leur faire croire que l'avenir appartient à une société laïcisée. Je crois bien que la plupart des Français ont estimé que le rejet par le pape des associations cultuelles était regrettable. La plupart des Français, en effet, acceptent certainement que ce soit le pouvoir civil, émané du suffrage universel, qui trace les cadres dans lesquels la vie religieuse doit aujourd'hui se placer.

Je ne crois pas qu'il y en ait beaucoup qui se soient inclinés avec joie devant la décision de la cour de Rome. On sait que la plupart des évêques étaient disposés à céder, on persiste à se demander si, en définitive, ils n'avaient pas raison.

La séparation qui a eu pourtant de si grands avantages, ne paraît pas encore avoir été pour le catholicisme, la cause d'une sérieuse rénovation.

Il y a trop de préjugés à détruire.

Il y en a même chez nous plus que partout ailleurs. Aussi les mesures dont les catholiques français sont victimes n'auront-elles pas dans notre pays le même contre-coup que le *Kulturkampf* en Allemagne.

Le clergé catholique est très populaire dans ce pays. Les réactionnaires de toutes nuances sont presque tous des protestants ou des indifférents. Les catholiques ont accepté un programme social très avancé : ils ne sont hostiles ni aux assurances obligatoires, ni à l'impôt pro-

gressif sur le revenu. Ils ont fait de grands efforts pour garder le contact avec le peuple et rester toujours les défenseurs des humbles et des petits. Ils ont trouvé quelquefois qu'on allait trop loin, mais ils ont cru sage de faire la part du feu et ils s'en félicitent aujourd'hui.

Ce qui contribue au surplus à rendre la situation du catholicisme si difficile en France : c'est cette malheureuse question dynastique qu'à l'étranger on ne connaît pas.

Les catholiques de France, en dépit des sages conseils que les évêques ont donnés, sont divisés en deux groupes qui ne se tendent pas volontiers la main.

Beaucoup, parmi les plus actifs, sont convaincus qu'il n'y a rien de bon à attendre de la République. Depuis 39 ans, disent-ils, l'expérience est faite. Une république sage, modérée, respectueuse de toutes les opinions, et qui soit le gouvernement de tous, mais c'est une chimère ! Montesquieu disait avec raison que le gouvernement démocratique était celui qui demandait la plus grande somme de vertus. Et la vertu décline de plus en plus dans notre malheureux pays: la criminalité augmente, la complaisance croissante du gouvernement pour des gens méprisables, accroit chaque jour le péril. Il faut changer les cadres dans lesquels nous nous débattons sans espoir. Renversons la République et rétablissons la Monarchie.

La République ne donne pas ce que nous aurions dû en attendre, disent les autres, parce que vous n'avez jamais voulu faire un « essai loyal ». Dès le premier jour vous l'avez combattue. Si vous aviez employé, pour faire une république honnête et vraiment progressive, l'activité que vous avez déployée pour la combattre, nous ne serions pas où nous en sommes. C'est votre intransigeance qui est la cause des difficultés de l'heure présente. Vous avez voulu combattre l'inévitable, car enfin le pays ne veut plus de votre régime monarchique. Il évoque les souvenirs de l'ancien régime qui est odieux. Sans doute, la monarchie a été longtemps le régime de la France, ce sont ses fautes qui l'ont discréditée et ruinée. Que de mal, à son tour, Napoléon a fait à notre pays. On se plaint, aujourd'hui, de l'anémie

des volontés, de la faiblesse des tempéraments. Mais, les hommes les plus énergiques, ceux qui auraient eu, sans doute, une postérité vigoureuse, ont jonché de leurs cadavres les champs de bataille de l'Europe. Comment la race ne serait-elle pas affaiblie?

On dit que le règne de Louis-Philippe a laissé de bons souvenirs dans les esprits. Est-ce si sûr?

Mais c'est lui qui a déchaîné cet amour du lucre, cette soif de l'or dont nous nous effrayons, et qui est la cause la plus générale de la décadence de nos mœurs. N'est-ce pas de son temps que Guizot donnait ce conseil : « Enrichissez-vous! » Quant à Napoléon III sa mémoire ne sera pas réhabilitée de longtemps. La République c'est donc en somme le gouvernement « qui nous divise le moins. » Il ne faut pas désespérer d'elle. Malheureusement au lieu de travailler au triple relèvement moral intellectuel, économique du pays, vous avez contribué à entretenir des divisions funestes. Vous ne vous êtes pas occupés comme il eut fallu, de diriger ce courant démocratique, qui était inévitable, une réaction naturelle de gens qui longtemps refoulés dans l'obscurité voulaient s'épanouir dans la lumière. Le courant démocratique a été plus fort que vous, il a renversé toutes vos fragiles barrières.

II. — Et que pensez-vous du socialisme?

Je ne crois pas que le socialisme, sous sa forme révolutionnaire, ait un brillant avenir. Le socialisme réformiste s'il est sage et veille à éviter les surcharges écrasantes d'impôts, a plus d'avenir, mais son application se heurte à de grosses difficultés.

Le tempérament qui paraît le plus digne d'approbation, c'est la reconstitution de l'idée professionnelle.

Et pourtant, je me demande si elle parviendra maintenant à triompher. La politique a tout submergé en France. Voici, je suppose, une petite ville: il y a là trois bouchers, quatre épiciers, deux charrons. Eh bien, j'en suis sûr, et c'est de l'expérience vécue, le boucher radical ira avec l'épicier radical, le charron radical ; mais il ne voudra jamais lier

sa cause à celle du boucher catholique. La politique s'y opposera toujours.

Mgr Freppel disait il y a plus de trente ans en rappelant le mot de Chapelier qui demandait qu'il n'y eut plus en France de groupement intermédiaire entre l'individu et l'Etat : « C'est la plus grande lacune de notre existence nationale. Nous sommes depuis ce temps ballottés entre l'Individualisme et le Jacobinisme sans pouvoir donner à notre vie publique la base solide dont elle a besoin : cette lacune est le grand obstacle à toute réorganisation de la vie professionnelle. Je crois donc très difficile d'atteindre ce but. Et ce qui me rend d'autant plus sceptique sur le résultat c'est que je sais pertinemment le mal que les Allemands ont eu pour l'organisation de leurs *Berufsvereine.* »

III. — Tandis que nos syndicats ont évolué vers la révolution, les groupements ouvriers allemands se sont assagis, l'éducation sociale du peuple s'est faite mieux que chez nous,

Ils ont même compris la nécessité de prendre pour base de la vie moderne des groupements d'ordre économique, mieux compris que la communauté de travail constitue, tout aussi bien que la communauté de résidence, une solidarité qui doit avoir d'heureux effets.

M. Paul BUREAU

Professeur à l'Ecole des Hautes Etudes sociales.

Ad I^um^. — L'Avenir des catholiques sera ce qu'ils seront capables de le faire. Je veux dire par là que l'évolution des événements contemporains atteste de plus en plus que l'action catholique ne rencontrera plus en face d'elle aucune force antagoniste sérieuse : quoi qu'il arrive, les catholiques pourront au moins dire qu'en un sens, leur destinée est entre leurs mains.

Quelle sera cette destinée ? Il ne semble pas que d'ici un certain nombre d'années encore elle doive être bien brillante : pour agir efficacement, il ne suffit pas de disposer d'une force — les catholiques représentent une force incontestable — il faut encore la diriger

dans le sens qui est conforme aux exigences profondes des choses.

L'aimant de certaines idées attire aujourd'hui invinciblement le monde. S'opposer par exemple aux idées démocratiques, auxquelles notre époque est si foncièrement attachée, c'est risquer de se mettre soi-même en dehors de la vie contemporaine. Ces aspirations très hautes pour la plupart ne sont pas en discordance dans leur généralité avec les principes chrétiens ; tout à l'inverse, elles en procèdent ; dès lors il est réservé aux catholiques de jouer dans les circonstances actuelles un rôle efficace et profond. Il ne tient qu'à eux de le vouloir. Au reste certaine fraction du groupement catholique semble l'avoir compris. Le rôle du curé de Méru pendant la grève des boutonniers de l'Oise; le geste généreux de l'Archevêque d'Albi, dans les conflits de Mazamet, sont le signe d'une orientation nouvelle et comme une adaptation souhaitable du rôle du clergé à la vie contemporaine. Toutefois, il serait puéril de le nier, la majorité des catholiques ne manifeste pas un goût très vif pour les manifestations de ce genre. Un attachement fâcheux à des formes politiques ou sociales périmées les empêchent de s'associer largement aux grands mouvements de notre temps : Aussi, encore une fois, semble-t-il probable que l'avenir prochain des catholiques sera assez médiocre. Le temps, les influences extérieures amèneront peut-être un changement dans leur mentalité; lorsque ce changement se sera produit, un avenir plus éloigné leur donnera une prépondérance d'influence que leur doctrine mérite.

Quand cela se réalisera-t-il ? Je n'en sais rien. Mais ce que je sais bien c'est que si contre l'épicurisme et le matérialisme moderne le christianisme ne l'emporte pas, c'en est fait de la France. C'est qu'en effet un peuple se dissout et se ruine en lequel l'égoïsme forcené triomphe. Nous sommes tous plus ou moins anarchistes à l'heure actuelle, je veux dire que l'individualisme prêché depuis cent cinquante ans a eu pour effet direct de nous faire complètement oublier la Société. Nous vivons pour nous, nous ne vivons plus pour elle et fatalement elle en meurt.

Or, c'est dans ce domaine que pour-

rait — quelles que soient leurs tendances politiques — s'exercer avec avantage l'action des catholiques Dans notre société dissociée où le divorce et le laisser-aller des mœurs accomplissent d'effrayants ravages, par leur attitude, leur conduite, leur exemple les catholiques pourraient amener un revirement dans l'esprit public. S'ils s'en dispensent, c'est la ruine de ce pays à brève échéance. Je suis en effet de ceux qui pensent que la France a baissé depuis quarante ans. Et je me console mal de la déchéance générale, en constatant que la rente française se maintient à 97 fr. 20.

Ad. II^{um} — Pour ce qui est de prophétiser l'avenir du socialisme, je me récuse. Outre que nul n'est prophète en son pays, je tiens que nul n'a le droit — hors l'inspiration de Dieu — d'être prophète en aucun temps ni en aucun pays. Ce métier réussit rarement. Qui eût prévu il y a seulement six ans que les fonctionnaires se rébelleraient contre l'Etat? et qui, je vous prie, eût prévu il y a vingt ans, quand l'Ecole de Manchester était maîtresse, que l'Angleterre, l'une des premières, voterait des retraites ouvrières? Donc je me défends de prophétiser l'avenir du socialisme. Cependant on peut par l'observation indiquer quelques résultats.

L'usage du collectivisme apparaît néfaste. En effet, l'application pratique du collectivisme priverait l'humanité d'un des plus puissants moteurs qui la font agir: l'intérêt individuel. Car on n'en saurait douter, le jour ou l'activité personnelle ne s'exercerait plus qu'au profit de la collectivité, la société verrait aussitôt diminuer ses ressources matérielles dans des proportions énormes puisqu'il y aurait immédiatement raréfaction de la production et augmentation de la consommation. Donc je ne crois pas à l'avènement du collectivisme.

En revanche il est fort possible, probable même, qu'un certain nombre de mesures qualifiées — à tort — de socialistes pénétreront dans notre législation. Je ne vous cacherai pas que je crois à une évolution de la propriété. Conserver intacte la conception bourgeoise de la propriété ne m'apparaît pas possible. Tôt ou tard l'heure viendra — - sous la poussée de cet instinct de so-

lidarité dont nous commençons à sentir l'aiguillon — l'heure viendra où de l'aveu de tous la propriété apparaîtra non plus simplement comme conférant des droits à l'oisiveté et à la jouissance mais comme comportant des devoirs. Cent mille francs de rentes ne seront plus seulement occasion à randonnées d'automobiles ou à dîners somptueux, mais une obligation à concourir aux besoins des classes moins fortunées. Et cette réforme sera l'effet des mœurs beaucoup plus que des lois fiscales ou successorales : un homme riche et *oisif* apparaîtra de plus en plus comme un malfaiteur social et le sentiment de sa propre déchéance pèsera sur lui et empoisonnera sa vie. Sans doute, on votera aussi des lois, mais il faut peu compter sur elles : faire payer 2.000 francs d'impôts de plus à un homme qui possède 100.000 francs de rente est peu de chose tant que cet homme demeure un égoïste et continue à jouir de l'estime d'une foule de personnes qui se croient d'honnêtes gens.

Ad. III^{um}. — Je n'ai aucune idée du terme de l'évolution sociale.

M. G. DEHERME

Directeur de la Coopération des Idées.

« L'évolution sociale » actuelle n'est qu'une décomposition générale.

L'avenir qu'elle nous réserve à tous, si nous ne nous y opposons point, c'est la fin de la civilisation occidentale, et d'abord de sa plus parfaite expression : la nation française.

Les socialistes ne peuvent que précipiter la chute.

Les catholiques peuvent mieux réagir. Le voudront-ils ? Savent-ils ? Il ne semble pas. L'Eglise ne défend plus ses fidèles contre l'anarchie intellectuelle et morale. Elle hésite entre sa réalité sociale et son inspiration mystique. Il n'y a pourtant pas de plus grand miracle dont elle se puisse glorifier que sa merveilleuse efficacité sociale au moyen-âge. Qu'elle s'inspire de ce passé ! Elle doit tendre de toutes ses forces à reconstituer

le pouvoir spirituel pour les croyants et en le séparant nettement de tout pouvoir temporel. Ainsi elle reprendra la direction de l'opinion publique des croyants, elle rendra aux catholiques des croyances communes.

Certes, le développement industriel, la complexité sociale croissante ont modifié considérablement les conditions d'ordre. Il y faut plus qu'au moyen-âge, et les catholiques ont à s'en rendre compte.

Le Décalogue ne suffit plus à tout. Une sage alliance avec les positivistes (j'entends avec les véritables positivistes religieux, non avec les vulgaires matérialistes qui ont usurpé cette qualification), leur permettra de s'éclairer sur les grands problèmes sociaux de notre temps et leurs solutions. Dans le positivisme, ils ne trouveront rien qui heurte leur conscience et ils y trouveront tout ce qui peut humaniser leur action. Le positivisme n'est que le catholicisme prolongé et élargi.

Une autre raison qu'ils ont pour accepter cette alliance, c'est que l'Eglise doit dignement renoncer à ramener à elle les esprits qui ont définitivement quitté l'état théologique. Ceux-là, il faut aussi qu'ils se rallient et se relient, et ce ne peut être que par la seule doctrine complète, le positivisme. Ces deux grandes religions, celle du passé et celle de l'avenir, doivent s'unir dans le présent (un présent qui durera peut-être des siècles encore) pour diriger l'esprit public. Sinon, nous n'aurons que des persécutés sans énergie et des persécuteurs sans intelligence. Les ignobles manifestations anticléricales en sont un exemple.

L'avenir réservé aux catholiques dans l'évolution sociale dépend donc d'eux-mêmes, de leur sens social.

Ils ont plusieurs dangers à éviter : le fanatisme dévôt, le mysticisme déréglé, le conservatisme niais qui voudrait faire de Dieu le gardien des coffres-forts, le mirage des succès électoraux et politiques, etc. Si les catholiques savent vouloir, ils pourront beaucoup encore. Une doctrine ne vaut que par ce qu'elle réalise.

S. G. Monseigneur GIBIER

Evêque de Versailles.

Nous avons pu rejoindre Monseigneur Gibier, entre deux tournées de confirmation, au cours d'une brève halte, dans cette existence d'apostolat qui absorbe ses jours et ses nuits.

Et comme nous lui soumettions l'objet de notre visite, il se récuse de suite.

— Vous me demandez de soulever un monde avec ces questions et je n'en ai pas le loisir. Je ne puis pas vous répondre.

Et notre désappointement est très grand, tant est profonde pour nous l'impression de robuste et bienfaisant optimisme qui se dégage de cette physionomie toute pétrie de bonté et d'intelligence.

« Causons un peu, si vous voulez; causer n'est pas répondre ». Et le causeur entraînant qu'est Monseigneur Gibier aborde une partie du sujet :

Le rôle des catholiques? Mais il m'apparaît très grand et très bienfaisant.

Nos populations de France sont intelligentes, pénétrables, courtoises. Il faut les remettre aujourd'hui dans l'orbite de l'idée religieuse dont on les a imprudemment chassées. Sans doute, on ne réussira pas en un jour, mais qu'importe le temps, fallut-il des siècles, si on ramène à Dieu cette nation. Nos populations qui sont honnêtes, en résumé, sont inquiètes de l'éducation donnée à leurs enfants dont elles sentent le vice initial, inquiètes d'un état social d'où disparaît tout principe d'autorité et dont les conséquences les froissent dans leurs intérêts et dans certains sentiments intimes. Elles ont besoin d'un point d'appui, elles ont besoin de l'idée religieuse. Et pour les ramener à cette idée nécessaire il suffit d'un homme d'action. Malheureusement dans le clergé comme chez les laïques, si les théoriciens de la parole et de la plume sont nombreux, les hommes d'action sont très rares.

Je l'ai souvent remarqué, un prêtre de valeur fait toujours des merveilles et notre mission épiscopale consiste à fournir pour les croisades futures ce clergé de demain qui ramènera les masses. Nous ne serons jamais trop sévères pour la valeur de nos prêtres. Plutôt pas

de prêtres que des prêtres inférieurs. Ceux qui auront su gagner la sympathie de nos populations, les amèneront peu à peu jusqu'à la pratique religieuse. Pour ce dernier terme de l'apostolat. Dieu choisit son heure. Il est des hommes non pratiquants qui sont des ouvriers évangéliques de premier ordre, et dont le concours est infiniment précieux : il ne faut pas les rebuter par des exigences excessives.

Un fossé profond semble séparer les catholiques du gros de la nation. Il faut combler ce fossé et rétablir le contact. Il faut parler à tout ce monde qui ne nous connaît plus, leur mettre dans la tête des idées justes, par la parole, par la presse, par le livre, par les cercles d'études, par la visite individuelle. Il faut aussi faire concorder ses intérêts matériels avec les idées qu'on lui donne. En pareil cas le champ des initiatives est illimité. Mutualité, caisse dotale, caisse rurale, syndicats, caisse de prêts gratuits, société de gymnastique, etc. Les moyens sont nombreux pour atteindre ce peuple dans ses intérêts spirituels et matériels. N. S. bien souvent n'a atteint les âmes qu'en guérissant les corps.

Le rôle des catholiques est de grouper des unités par leurs actions individuelles, et de grouper ensuite toutes ces unités séparées. Un groupement si restreint soit-il, est un levier dont on ne soupçonne ni la force ni l'étendue dans le présent et pour l'avenir.

Si ces inquiétudes morales et sociales, dont je parlais, venaient à augmenter encore beaucoup d'âmes et de cœurs désorientés pour fuir l'isolement qui les effraie iraient aux organisations existantes, et ce mot qui m'a été répété dernièrement me semble bien significatif. Dans une de mes paroisses un groupement catholique a fait élever une salle paroissiale où ont été groupées toutes les œuvres religieuses et sociales de la commune. — Deux ouvriers passant devant celle salle remarquèrent ses proportions et son importance.

« Voilà les catholiques qui travaillent » dit l'un. « Je crois, lui répond l'autre, que bientôt il faudra aller avec eux. »

Il n'y a là qu'un mot dont il ne faut pas exagérer le sens, mais il est évident que si les catholiques ne sont qu'une

minorité, il dépend d'eux de préparer la majorité de demain.

Que les catholiques dirigeants consentent sur certains points à réformer leur mentalité, ils seront encore plus portés, non seulement à accepter mais à promouvoir les réformes sociales possibles et quand ils repousseront justement les réformes mauvaises, ou dangereuses, on ne pourra plus les taxer de conservatisme rétrograde.

Que ces catholiques si charitables devant l'aumône à faire, comprennent mieux la nécessité de la charité intellectuelle. Ils donneront des fortunes pour bâtir des cathédrales, et ils ne comprennent pas, en soutenant mal ou insuffisamment les universités et instituts catholiques, leurs journaux, leurs Agences de presse, leurs séminaires, ils ne comprennent pas qu'il importe aujourd'hui de bâtir des cerveaux, de forger des mentalités hospitalières aux idées justes et raisonnables.

Je ne dis pas que les catholiques, en agissant ainsi, guériront la France en un jour et en bloc. Des cas pareils, miraculeux et instantanés, ne s'opèrent qu'au coin du feu, dans le cerveau des doctrinaires et des théoriciens. Il faut que chacun travaille à sa tâche personnelle. La ruche ne se dresse superbe et résistante que si chaque abeille a fait son alvéole et besogne par elle-même. Que chacun de nous besogne à son tour. Si chaque propriétaire cultivait personnellement son coin de terre et résidait au lieu de ses intérêts, si chaque patron pratiquait fermement, avec le souci nécessaire et légitime de ses intérêts, la justice sociale, si chaque catholique dirigeant, accomplissait son devoir personnel et social, je garantis le succès d'une cause ainsi défendue et ainsi servie.

Donc, *connaître, grouper, agir et persévérer,* voilà mon programme.

Connaître. — Mettre en pratique la parole évangélique, « je connais mes brebis et mes brebis me connaissent », établir un contact constant entre nous et le peuple. Nous trouverons en lui des richesses inattendues, nous trouverons en lui des merveilles de dévouement et de bonté. Le peuple est loin de nous mais pas si loin qu'on ne le suppose.

Il tient en réserve des natures toutes pétries de droiture et de probité qui demandent à se donner.

Grouper. — La malédiction prononcée sur l'homme, seule reste vraie. *Væ soli.* Il faut agglomérer les bonnes volontés.

Agir. — Multiplier les œuvres, de toutes sortes, œuvres religieuses, œuvres charitables, œuvres d'enseignement, de presse, de jeunesse, œuvres féminines. Il faut moins écrire, moins parler et se jeter à corps perdu dans l'action qui conquiert, qui attire, qui s'impose, et finalement qui triomphe.

Persévérer enfin. — Une ténacité invincible donnera seule la victoire. Les défaites succéderont aux défaites, déroutes apparentes quelquefois, d'où jaillira le succès à l'heure de Dieu. Oui, le rôle des catholiques, s'ils accomplissent leurs devoirs et s'ils agissent, peut être considérable.

Vous voyez, dit en souriant Mgr Gibier, que je ne saurais vous répondre. — En êtes-vous bien sûr, Monseigneur?

M. Ch. GIDE

Professeur à la Faculté de Droit.

M. Ch. Gide s'excuse en ces termes de ne pouvoir répondre :

« Mais d'ailleurs, je ne crois pas avoir rien d'utile à vous dire sur cette question. Je n'ai ni le goût ni les lumières nécessaires pour prophétiser sur l'avenir.

Tout ce que je peux dire c'est qu'il ne me paraît pas improbable que les Catholiques et les Socialistes ne finissent par se réunir sur le terrain de l'économie sociale, puisque les avant-gardes des uns et des autres, les syndicalistes et les Sillonnistes sont déjà presque en contact. »

M. Georges GOYAU

L'Eglise de France peut envisager avec sérénité les transformations sociales que réaliseront dans l'avenir, soit les hommes, soit les circonstances, plus fortes parfois que les hommes.

Elle fut, au moyen âge, enlacée dans les liens du régime féodal ; on aurait pu croire que ce cadre était nécessaire à sa vie. Les premiers bouleversements introduits dans les rapports humains par le desserrement des liens féodaux furent l'œuvre de la papauté elle-même, au temps de Grégoire VII, et de l'initiative chrétienne, au début du mouvement franciscain ; et la chute, en 1789, des dernières survivances féodales, que ne justifiait plus, de la part des bénéficiaires, aucun service social, fut la fin de certaines injustices que condamnait l'esprit de fraternité chrétienne.

L'existence, dans les nations catholiques, de l'ordre économique actuel, repose sur une tolérance de la Pénitencerie, qui permit aux fidèles de contrevenir en fait, sans être inquiétés, à certaines décisions rigoureuses des vieux canonistes concernant l'intérêt de l'argent. Au jour où les évolutions humaines rendraient quelque crédit à ces docteurs sévères, l'Eglise, qui théoriquement n'avait rien retranché de ses maximes, et qui, par la bouche de Léon XIII, avait dénoncé l'*usura vorax*, ne se considérerait pas comme une vaincue.

Elle joint au sentiment de ce qui est fugitif la conscience de ce qui est éternel : pourquoi dès lors crierait-elle au désastre, en cet autre jour, obscur encore, où les évolutions humaines substitueraient à l'Etat centralisé, — à cet impérieux Etat, législateur soupçonneux et souverain, que souvent les légistes firent s'insurger contre l'autonomie de l'Eglise, — je ne sais quel fédéralisme autonomiste, d'inspiration proudhonienne, régime encore mal défini, et que le syndicalisme s'essaie à nous préparer ?

On a enlevé à l'Eglise le droit de posséder ; dans le régime économique, elle a cessé d'être participante.

L Etat lui a dit : « Je me sépare et je t'ignore » ; l'Eglise a cessé d'être liée à l'Etat.

Antérieurement dégagée, par la volonté même des hommes, de toute attache avec les organisations économiques et politiques qu'ensuite peut-être les hommes condamneront à mort, l'Eglise de France, avec une apostolique liberté, mettra tout son effort à préparer la

maîtrise du Christ sur les âmes, qui se chargeront elles-mêmes, toutes seules, sous la direction de l'Eglise, d'introduire le Christ, et, avec le Christ, plus de justice, dans la société de l'avenir.

M. Henri JOLY

Membre de l'Institut.

I. — *Quel est l'avenir réservé aux catholiques dans l'évolution sociale actuelle?*

Recevoir des coups de droite et de gauche, être également méconnus des retardataires et des impatients, lutter sans cesse pour rétablir la pureté de leur doctrine et prouver qu'elle suffit à tout, pourvu qu'on le veuille, multiplier leurs efforts contre la haine destructrice de leurs ennemis et l'inertie de leurs amis, maintenir ainsi, quand même, une élite de gens de bonne volonté ne se décourageant jamais et empêchant la société de retourner, par des chemins sanglants ou fleuris, à la barbarie.

II. — *Quel est l'avenir des socialistes de l'école de Guesde et celui des socialistes de l'école Jaurès?*

Ces questions d'écoles et de personnes ne sont ni assez intéressantes, ni assez claires pour qu'on essaie de résoudre — sans données suffisantes — un pareil problème.

III. — *Quelles étapes peut-on prévoir dans l'évolution sociale?*

L'étape à laquelle on semble bien toucher est une reconstruction des groupes sociaux, en réaction salutaire contre l'individualime imposé par la Révolution.

Ces groupes, ou du moins beaucoup d'entre eux, seront sans doute tentés de substituer au parlementarisme actuel un parlementarisme ouvrier qui ne serait ni moins tyrannique, ni moins irresponsable que celui d'aujourd'hui.

Il faut espérer que le bon sens public saura exiger partout de vraies compétences et imposer des responsabilités, c'est-à-dire inviter chaque groupe social

à s'occuper de ses affaires propres, puis organiser la conciliation des intérêts avec un parlement national réduit en nombre, muni d'une meilleure méthode de travail, tenu en respect, soit par une Cour suprême, soit par une pratique modérée du referendum.

M. le Comte de LAS CASES

Sénateur de la Lozère.

I. — *L'avenir réservé aux catholiques dans l'évolution sociale.*

Il dépendra d'eux.

Plus que personne ils y peuvent jouer un rôle important, tout à la fois d'action et de pacification ; il leur appartient en effet de réclamer et de faire adopter les mesures de nature à améliorer le sort des travailleurs et à leur attribuer une juste part dans la distribution de la richesse produite par eux. Il leur appartient en même temps de faire au capital et à la direction la part légitime qui leur revient également.

Les collectivistes ont un rêve qui diviserait le pays en deux équipes inégales, l'une d'esclaves travaillant sous la férule de l'autre bénéficiant seule du labeur ; ce serait sous une autre forme le retour à l'esclavage antique, mais à un esclavage dans lequel les maîtres étant les politiciens du moment, risqueraient sans cesse de voir le suffrage universel les renverser pour les remplacer par d'autres. La liberté serait supprimée, l'égalité n'existerait pas davantage, et ce n'est point le bien-être mais la misère commune que risquerait de produire un tel système.

Les catholiques peuvent atteindre leur but, à la fois en soutenant les dispositions législatives favorables à l'évolution sociale, en pratiquant les œuvres qui constituent encore le meilleur des remèdes.

Eux seuls ont d'ailleurs l'autorité morale pour prêcher aux uns et aux autres, non de prétendus droits qui ne font qu'exciter des haines, mais les devoirs certains de la propriété et du travail, seuls capables de créer une humanité plus douce et plus juste. L'exemple de l'Allemagne et de la Belgique

nous montre que la doctrine catholique est aussi une doctrine éminemment sociale.

II. — *Quel est l'avenir du socialisme?*

Si les catholiques font triompher leurs idées, elles nous paraissent comme la solution heureuse du problème social. Si les collectivistes arrivaient un instant au pouvoir, ou bien ils mettraient à exécution leur programme et ils auraient vite provoqué dans ce pays de propriété si divisée la plus énergique réaction qu'ait eue à enregistrer l'histoire, ou bien ils hésiteraient devant la mise en pratique d'utopies qui ne peuvent être soutenues qu'à la condition de rester dans le domaine du rêve, et alors nous assisterions à cette perpétuelle comédie parlementaire où les noms des ministres et des partis changent bien plus que ne change la politique économique du pays. C'est d'ailleurs cette solution qui paraît la plus probable; seul un acte révolutionnaire pourrait nous conduire à une réalisation momentanée des doctrines collectivistes.

III. — L'évolution sociale est indéfinie.

Elle a commencé à l'origine des sociétés, elle ne se terminera que quand celles-ci auront elles-mêmes pris fin. Nous savons bien mal ce que fut le temps jadis, il nous est impossible de prévoir ce que sera le temps à venir : ne nous perdons point d'ailleurs dans de telles chimères, accomplissons notre tâche quotidienne, petite, modeste, et disons-nous que si nous faisons un peu de bien c'est tout ce que le Ciel et notre conscience nous demandent.

M. Jean LEROLLE

Ancien Président de l'Association de la Jeunesse Catholique.

I. — *Quel est l'avenir réservé aux catholiques dans l'évolution sociale ?*

Comment répondre à cette question ? Il faudrait connaître l'avenir, et je n'ai pas reçu le don de prophétie. Cependant, il n'est pas interdit d'essayer de tirer de

l'expérience du présent quelque prévision.

Au point de vue religieux, l'avenir du catholicisme en France me paraît radieux. Séparée de l'Etat, l'Eglise loin de voir son influence diminuée, voit son prestige grandir. Partout se dessine une renaissance religieuse. La séparation devait être une fin, elle est une aurore.

Au point de vue proprement social, il peut paraître au premier abord plus difficile de se prononcer. Le mouvement social catholique français, parce qu'à la différence d'autres mouvements, il procède sans bruit, est encore peu connu du grand public. Il n'en existe pas moins. Non seulement il existe, mais il va sans cesse se précisant en même temps qu'il croît en force et en étendue. Ce qu'on a appelé les idées de M. de Mun, ce qui fut l'enseignement de Léon XIII est devenu la pensée d'une minorité, sans doute, mais d'une minorité active, résolue et opiniâtre. Semaines sociales, journées sociales, congrès sociaux, conférences, cercles d'études se répandent, et peu à peu la font pénétrer dans les esprits. Déjà elle s'est manifestée au dehors et le nombre est grand des institutions sociales créées ces dernières années sous son inspiration.

Surtout elle a pénétré la jeunesse catholique. Il n'est pas de province, aujourd'hui, où sous des étiquettes qui varient, de jeunes hommes ne s'affirment profondément catholiques et hardiment sociaux.

Quel est l'avenir de ce mouvement ? Encore une fois, Dieu seul le sait.

Certes, il rencontrera bien des difficultés, et se heurtera à plus d'un obstacle. Le principal a été pendant longtemps l'anti-cléricalisme des foules prolétariennes. Pour elles, le catholicisme n'était que le gendarme du capital. Déjà cet état d'esprit tend à disparaître : la légende s'évanouit, l'anti-cléricalisme est en baisse. Il n'est donc pas illégitime de prévoir qu'un jour le mouvement social catholique pourra jouer dans notre société française le rôle du mouvement chrétien-social dans la société autrichienne, par exemple. Et après tout, ce jour n'est peut-être pas si éloigné qu'on pourrait le croire.

II. — Quant au socialisme, de plus en

plus enlisé dans les querelles intestines et devenu un parti d'arrivistes, il apparaît de moins en moins capable d'apporter une solution au problème social. Le parti socialiste pourra bien arriver au pouvoir ; son sort sera le même que celui du parti radical. Installé au gouvernement, il n'aura d'autre préoccupation que de s'y maintenir par tous les moyens, fût-ce en abandonnant les réformes les plus vantées de son programme. Le parti socialiste n'est plus qu'un parti de politiciens comme les autres.

III. — Du terme final de l'évolution sociale je n'ai aucune idée. Y aura-t-il même un terme aux mouvements sociaux? D'ailleurs peu importe. Chaque génération a sa tâche. Efforçons-nous d'accomplir notre œuvre, dans le présent, et pour l'avenir laissons faire à Dieu.

M. MARTIN-SAINT-LÉON

Délégué du Musée social.

I. — *Avenir réservé aux catholiques dans l'évolution sociale en France.*

Un peuple ne peut vivre sans idéal et cet idéal apparaît surtout comme indispensable aux époques de transformation sociale. Je crois fermement pour ma part que le catholicisme peut seul donner une direction morale et un but idéal à l'évolution sociale contemporaine en France. Mais il me paraît nécessaire que les catholiques ne comptent pas uniquement pour vaincre sur la force conquérante de l'idée religieuse. Ils doivent, à mon avis, prouver que si le *catholicisme* offre à la société nouvelle une loi morale incomparable, les *catholiques* sont capables de coopérer avec méthode, avec compétence, avec zèle à l'édification de la cité future. Pour y parvenir les catholiques ne doivent ni lier partie avec les tenants d'un conservatisme étroit et arriéré, qui gémissent éternellement sur les malheurs des temps sans leur chercher des remèdes, ni s'abandonner à un sentimentalisme vague qui fond la religion dans une philosophie religieuse flottante et imprécise. Le *catholicisme social* tel qu'il est enseigné

dans les Semaines sociales a su, selon le mot de M. Barthou, « *constituer une doctrine cohérente et sûre d'elle-même* »; développer et consolider cette doctrine, la maintenir en contact avec les faits, l'assouplir au besoin sans s'écarter des principes, telle est la mission des sociologues catholiques; tôt ou tard la grande masse des chrétiens français se convaincra que le catholicisme social est pour eux une puissante réserve d'idées et de forces.

II. — *L'Avenir réservé au socialisme.*

Il faut distinguer. Il y a deux parts à faire dans le socialisme : celle des idées justes et élevées qui lui sont communes avec le catholicisme social et le solidarisme; celle des idées utopiques et antisociales qui lui est propre.

Je crois que les réformes nécessaires réclamées par le socialisme se réaliseront tôt ou tard; en tant qu'il en aura hâté l'achèvement, son rôle aura été utile. Mais lorsque la transformation sociale sera parachevée, lorsqu'il y aura eu réadaptation des institutions aux aspirations et aux nécessités de notre société contemporaine, le socialisme sera dépouillé de son prestige et n'apparaîtra plus, sauf aux visionnaires, que comme une doctrine vide. Mais bien des crises sont probables avant cette défaite finale du collectivisme; l'impuissance actuelle du parti radical à résoudre les questions sociales essentielles, l'aveuglement de certains conservateurs, l'existence d'une classe riche et désœuvrée ne songeant qu'au plaisir, donnent au socialisme ses meilleures armes et ses meilleures chances. Il est un produit de la décomposition de notre organisation vieillie. Un nouvel organisme jeune et vigoureux réagirait contre le principe morbide et l'éliminerait. J'espère encore que cette renaissance est possible.

III. — *Terme probable de l'évolution sociale.*

Je ne crois ni à un retour en arrière et à une restauration pure et simple d'un régime individualiste, ni à l'établissement d'un régime collectiviste qui ne pourrait fonctionner une semaine sans susciter des grèves et des émeutes bien

autrement graves que celles dont nous sommes les témoins.

Je crois, — mais encore une fois après combien de crises? — à la réorganisation de notre système social d'après un plan nouveau caractérisé : 1° par des institutions professionnelles : syndicats à la base, conseils mixtes au sommet. Ces institutions étudieraient sans relâche les questions d'organisation et de rémunération du travail, assureraient aux ouvriers un juste salaire en partie fixe, en partie proportionnel aux bénéfices industriels, réglementerait l'enseignement technique, — travaillerait à remédier au chômage, à maintenir en équilibre la production et la consommation, la demande et l'offre de main-d'œuvre; 2° par des lois de protection sociale en faveur des déshérités incapables de se suffire ou de réaliser sans la loi certaines fins essentielles : retraites ouvrières obligatoires, hygiène, prévention de l'alcoolisme, protection de la femme et de l'enfant, etc.

L'Etat légiférerait; mais l'association professionnelle organiserait et administrerait.

M. le comte A. DE MUN

Député, membre de l'Académie française.

Vous m'avez demandé mon avis sur l'avenir réservé aux catholiques et aux socialistes dans l'évolution sociale, et sur le terme de cette évolution. Si, comme je le suppose, par les mots *d'évolution sociale*, vous entendez la transformation progressive des mœurs et des conditions sociales, qui tendent, peu à peu, à établir l'état démocratique, je me permettrai de retourner la question, et de la poser ainsi : y a-t-il, pour l'évolution sociale, un avenir hors de l'action exercée par l'Eglise catholique? Je suis convaincu du contraire. Si les transformations de la vie publique peuvent susciter l'état démocratique, elles ne suffisent pas à l'organiser. Quelle force est capable de le faire, hors de la force catholique?

Les divisions des catholiques français, leur faiblesse électorale n'ont ici aucune

importance, ce sont des considérations contingentes. L'Eglise n'en subsiste pas moins, avec sa doctrine, sa hiérarchie, ses moyens d'action. Cela seul importe. Malgré toutes les persécutions et tous les affaiblissements extérieurs qu'elle a subis, elle demeure de plus en plus la seule puissance morale, la seule force éducatrice vraiment agissante. Les tentatives faites en dehors d'elle, pour déterminer une éducation civique, une formation intellectuelle, fondées sur la morale indépendante, ont abouti, tout le monde le reconnaît, à la plus complète anarchie. Seule l'Eglise offre à la société une autorité et une organisation, propres à diriger vers ses fins légitimes, l'évolution démocratique de notre temps.

Seule, elle donne à cette évolution des principes précis et un but défini, par un enseignement traditionnel, qu'elle a pu, suivant les temps, manifester avec plus ou moins d'éclat, mais qui s'est affirmé avec résolution, dès que l'avènement de la démocratie l'a rendu nécessaire, comme le prouve l'Encyclique *Rerum novarum*, où la doctrine sociale catholique a reçu, pour notre siècle, sa formule définitive. La portée incalculable de cette Encyclique constitue la meilleur réponse que je puisse faire à la question posée. En fait, malgré le nombre relativement restreint de ses adhérents, l'Ecole sociale catholique, qui a précisément pour objet la propagation et l'application des doctrines de l'Encyclique, a vu ses idées essentielles, combattues cependant par toutes les influences dominantes, se répandre et s'imposer partout, si bien qu'aujourd'hui l'organisation corporative, qui est, pour elle, la base de l'édifice social, est devenue le programme commun des réformateurs de tous les partis.

Cette action de l'Eglise se heurte, il est vrai, à de multiples obstacles, à l'opposition aveugle des gouvernements, quels qu'ils soient, à la répugnance des classes élevées pour toutes les réformes, à la méfiance des classes populaires contre tous ceux qui leur parlent de leurs besoins, en même temps que de leurs droits.

Mais elle ne s'en exerce pas moins avec une perpétuelle énergie, parce qu'elle est fondée, sans parler ici de la force surnaturelle qui la soutient, sur le

dévouement désintéressé des vrais catholiques et sur le besoin plus ou moins conscient des âmes populaires. L'indifférence, souvent l'hostilité, d'un trop grand nombre de chrétiens, exclusivement préoccupés de leurs intérêts ou de leurs plaisirs, est, assurément, pour l'Eglise, une cause de faiblesse, parce qu'elle la prive de concours utiles et surtout parce qu'elle la compromet aux yeux des travailleurs. Mais c'est une difficulté dont les circonstances l'affranchissent chaque jour davantage, comme il est facile de le constater par l'intensité grandissante qu'a prise, dans les milieux populaires, l'action sociale du clergé, depuis la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Seule l'Eglise possède cette vitalité. Le socialisme se dresse en face d'elle, avec les apparences de vigueur que lui donnent les événements. Mais ces apparences sont trompeuses. Par son essence même, il est fatalement condamné à l'avortement ou à la violence, probablement à l'un et à l'autre. Il n'a, en effet, ni autorité reconnue pour régler son action, ni doctrine précise pour la diriger, ni but défini pour l'orienter. Elle est nécessairement livrée à ceux qui font aux passions l'appel le plus audacieux, qui répondent à leurs convoitises par les promesses les plus hardies. Par là, le socialisme est un agent de destruction, mais non d'édification.

Tout ce qu'il y a de bon, de juste et de vraiment fecond dans ses aspirations lui vient des influences chrétiennes. En les rejetant, il s'est voué lui-même à la stérilité. L'athéisme qui le condamne au matérialisme, l'éloigne de plus en plus de la véritable notion de l'humanité et de ses besoins profonds.

L'impuissance reformatrice à laquelle il est manifestement réduit depuis que ses représentants ont pris, dans la direction du pays, une part prépondérante, est, d'ailleurs, la preuve évidente de sa faiblesse. Incapable de procurer au peuple les satisfactions qu'il lui promet, il n'a plus rien à lui offrir que la solution révolutionnaire, vouée d'avance à un échec sanglant qui retardera pour longtemps la marche normale de l'évolution sociale.

Déconsidéré, d'ailleurs, par l'association qu'il a acceptée avec les forces

juives et maçonniques, discrédité par l'anticléricalisme, dont il s'est servi pour tromper les impatiences populaires, par le parlementarisme dont il s'est fait le complice pour bénéficier du pouvoir, il verra son influence baisser progressivement. Celle de l'Eglise catholique grandira en raison directe de cette décadence. Car il n'y a plus, désormais, que ces deux forces en présence. Les conceptions qui, depuis trente ans, ont prévalu dans la direction sociale du pays, sont épuisées, condamnées par une irréparable expérience. Il n'y a plus d'autre perspective que la barbarie révolutionnaire, avec sa stérilité, ou la civilisation chrétienne, avec sa fécondité.

L'évolution sociale ne saurait s'accomplir par la barbarie. Elle n'a d'avenir que dans le christianisme, dont, seule, l'Eglise catholique garde et enseigne la doctrine, dans sa force et dans sa pureté.

Son terme est l'organisation chrétienne de la société.

M. GEORGES RENARD,

Professeur au Collège de France.

---

26 juin 1909.

Monsieur,

Vous me conviez à faire le prophète, rôle magnifique et périlleux que je décline. Je me contenterai de vous dire, sans la moindre prétention à l'infaillibilité, non pas, comme vous le demandez, *ce qui sera*, mais seulement ce qui me paraît pouvoir être, autant que le présent permet de conjecturer les possibilités futures.

1° Vous m'interrogez d'abord sur l'avenir réservé aux catholiques dans l'évolution sociale en cours.

Avant tout il faut éviter les équivoques.

S'agit-il de la place qu'ils doivent avoir dans l'éducation nationale et le développement intellectuel de la France? En ce cas j'estime que l'Eglise romaine doit faire son deuil de la part prépondérante et privilégiée qu'elle a eue longtemps dans la formation de l'âme française; qu'elle est pour jamais séparée de l'Etat

et que l'école publique est définitivement laïcisée, comme l'ont été tour à tour la loi civile, le théâtre, la philosophie, etc. Je considère comme irréparable le divorce de méthode existant entre l'esprit scientifique qui n'accepte pour vraies que les choses démontrées et l'esprit ecclésiastique qui érige en dogmes des propositions indémontrables. Je ne crois pas que la France renonce au premier pour revenir au second et je pense que les catholiques feront bien de ne rien réclamer en dehors du droit commun pour les croyances qu'ils professent. La conception d'une autorité religieuse revendiquant pour elle seule le droit de formuler et d'enseigner la vérité et n'admettant, suivant une expression célèbre, que la liberté du bien, cette conception du moyen âge a certainement fait son temps.

Est-ce à dire que les catholiques soient mis par là hors d'état de rien faire dans le domaine politique et économique ? Point du tout. Ils ont leur mot à dire, comme tous les autres citoyens, sur les affaires publiques et à mon sens leur avenir sur ce terrain dépend avant tout d'eux-mêmes et du pape.

S'ils s'obstinent, en matière politique, à bouder la République, à répéter, après Montalembert, qu'il n'y a pas de transaction possible entre l'Eglise et le principe moderne, à s'annexer aux partis du passé, à maintenir solidaires l'autel et le trône, à intriguer et à comploter pour un monarque quelconque, je crains pour eux qu'ils ne se condamnent à une opposition stérile et même qu'ils n'obligent à des mesures de défense les républicains déjà, et non sans raison, mal disposés à leur égard.

Si, en matière économique, ils redisent, après Falloux, qu'il est « *contre la loi de Dieu* » de vouloir qu'il n'y ait plus de pauvres ni de riches ; s'ils regardent la charité comme suffisant à acquitter la dette sociale, s'ils identifient, comme en 1849, leur cause à celle du capitalisme ; alors aussi je les plains de lier leur sort à celui d'un système injuste et croulant.

Pour moi, si j'étais des leurs et autorisé à leur donner un conseil, je leur conseillerais de ne pas être *un parti*, parti qui sera toujours suspect, parce

qu'il a nécessairement pour véritable chef un souverain étranger et qui pis est un être proclamé infaillible et investi par ses fidèles du pouvoir exorbitant d'approuver ou de condamner sans appel telle ou telle idée, même n'ayant aucun caractère théologique. Je les trouverais plus sages et plus patriotes aussi, s'ils savaient tout en demeurant unis pour ce qui est d'ordre strictement religieux, se fondre pour le reste dans la population française, puis se joindre individuellement, comme font les protestants, les israélites, les libres-penseurs, aux groupes avec lesquels chacun d'eux aurait le plus d'affinité. La doctrine chrétienne et même la doctrine catholique a bien des faces diverses, de sorte qu'on peut choisir entre plusieurs lignes de conduite, sans sortir de la tradition et de l'orthodoxie. Pour tout dire en un mot, je souhaiterais chez les catholiques la séparation entre leurs opinions politiques et économiques et leurs croyances religieuses, et je crois que dans ces conditions ils pourraient avoir une influence proportionnée à leur nombre qui est encore considérable.

2° Vous voulez ensuite savoir mon avis sur l'avenir réservé aux socialistes.

Je serai sans doute partial en leur faveur, étant devenu moi-même socialiste dans la maturité de mon âge et de mon intelligence. Vous en serez quitte pour mettre au point ma réponse.

Cela dit, j'espère très fermement que la Société de demain ou d'après-demain recevra sa formule du socialisme; je constate déjà que le mouvement actuel en reçoit sa direction générale; car le syndicalisme n'est qu'une des formes ou, mieux encore, un des moyens de réalisation des principes socialistes. Conforme à l'évolution du commerce et de l'industrie comme à celle des idées égalitaires qui sont à la base de la démocratie, le socialisme progresse par la force des choses et parfois malgré les fautes de ses adeptes. Il a cet avantage d'être jeune et souple; il est apte ainsi à se plier aux ondulations de la vie, à s'élargir suivant les besoins et les connaissances des générations successives. Pourvu qu'il tende et travaille toujours à socialiser les choses en associant les hommes, à répartir la propriété de fa-

çon que la collectivité ait la grosse part et l'individu la petite, il peut se modifier chemin faisant et marcher vers son but par les voies les plus diverses. Combattant à la fois le capitalisme et l'anarchie, mais gardant de l'un le souci de multiplier la richesse et de l'autre le désir de porter au maximum possible la liberté individuelle, il a chance de représenter entre ces deux systèmes un moyen terme, qui pourra fournir pour quelques siècles aux sociétés humaines leur mode dominant d'organisation du travail.

3° Ce que je vous dis là répond déjà à votre dernière question. Même en croyant prochain l'avènement d'un régime socialiste, je ne le regarde pas comme devant être un arrêt dans l'évolution sociale. Autant vaudrait, selon moi, rêver l'arrêt de ce mouvement perpétuel qu'est la vie ! Sur la route où chemine l'humanité, il n'y a point de halte complète, il y a seulement des étapes plus ou moins longues pendant lesquelles la marche ininterrompue des hommes et des choses se ralentit et paraît parfois s'endormir, comme l'eau d'une rivière dans le bassin d'un lac. Il me semble probable que le socialisme marquera de son nom et de son empreinte une de ces étapes. Mais que son triomphe s'opère par une révolution brusque ou par une série de réformes, l'humanité, après comme avant, continuera d'aspirer et de graviter vers un état social et moral supérieur que l'on peut définir ainsi : — Plus de bonheur par plus de justice — c'est-à-dire accroissement indéfini dans la puissance de l'homme sur la nature et sur lui-même, dans son patrimoine de beauté et de vérité, dans sa liberté, son bien-être et sa bonté, le tout subordonné à une meilleure répartition entre tous des jouissances conquises par le savoir et le travail.

Agréez, je vous prie, l'assurance de ma considération distinguée.

Georges Renard.

Professeur au Collège de France.

M. Marc SANGNIER

Directeur du *Sillon*

I. — *L'avenir du Catholicisme.*

J'ai toujours soutenu et je crois plus fermement que jamais que la Démocratie ne se pourra faire sans l'apport du catholicisme. Donc le problème se pose ainsi : Les catholiques donneront-ils ou refuseront-ils leur appui à la Démocratie. S'ils consentent à concourir à son établissement on peut dire que leur rôle n'aura point d'égal. Ils en seront les tuteurs et les mentors, ce n'est pas assez dire, il me semble que le christianisme sera l'âme de la Démocratie. C'est dire l'influence considérable que les catholiques joueront dans nos destinées.

Par contre si les catholiques perpétuent l'equivoque qui les classe parmi les tenants les plus endurcis d'un monde déjà mort et presqu'enterré, si loin de concourir à la formation de la société nouvelle ils l'abandonnent aux démagogues, nous traverserons des périodes troublées voire sanglantes avec l'alternative du César ou de la tyrannie démagogique.

J'ai confiance cependant. L'Eglise a su se plier déjà tant de fois à des régimes divers, souvent opposés et d'autre part les générations nouvelles apportent une si parfaite compréhension des devoirs nouveaux que j'espère malgré tout au triomphe efficace de l'action catholique.

II. — *L'avenir du Socialisme.*

L'avenir du socialisme à l'inverse m'apparaît brillant dans le plus voisin avenir. De plus en plus ils prendront dans les Assemblées parlementaires la place des radicaux. Cela n'apparaît pas douteux mais en contre-partie je crois qu'ils sont destinés à perdre toute influence. La conquête des sièges législatifs les amène tout naturellement à abandonner leurs programmes. J'en ai fait tout récemment l'expérience. Mon concurrent aux élections de Sceaux, socialiste unifié, à la fin de sa campagne renonçait spontanément à l'antipatriotisme, à l'antimilitarisme, au collectivisme, etc., etc. Chaque élection socia-

liste est un remaniement de la doctrine socialiste, chaque augmentation de leurs députés est une diminution de leur prestige. Mais devant l'impuissance des radicaux, les socialistes entraîneront encore pendant quelques années la masse avancée du prolétariat.

III. — *Le terme de l'évolution sociale.*

L'évolution sociale est indéfinie, par conséquent je n'en vois pas le terme. Cependant on peut prévoir certaines étapes. Je suis persuadé qu'il y aura maintien d'une certaine propriété mais il n'est pas douteux par contre que de plus en plus il y aura d'autre part accroissement de monopoles et de la propriété des groupements de travailleurs.

Cette transformation sociale se fera-t-elle sans heurts et sans violences? Voilà la question. Est-ce exagéré de s'imaginer que la classe capitaliste et bourgeoise luttera pour défendre ses privilèges? C'est au moins présumable.

Encore ici aisément l'on peut se rendre compte de la nécessité de l'influence chrétienne. Dans cette bataille ardente d'intérêts matériels opposés le seul arbitre possible ne se découvre pas autre que l'idéal de justice dont déborde l'Evangile, idéal de justice qui permet de placer les intérêts particuliers en concordance avec l'intérêt général humain.

M. DE SEILHAC

Délégué du Musée Social

I. — Les catholiques dans leur ensemble sont dirigés par des gens riches. Leurs députés à la Chambre, leurs sénateurs s'inspirant de l'état général d'esprit de leurs commettants marquent trop souvent par leur vote un attachement irréformable à un conservatisme étroit.

Se sont-ils bien rendu compte que nous traversions une crise, ont-il bien compris l'importance de cette crise et le devoir social qui par cette situation dangereuse leur incombait? Il ne le semble pas. Voyons ce qui s'est passé par exemple dans la constitution des retraites ouvrières. L'attitude d'un grand nombre des représentants catholiques

fut maladroite au point de vue politique, et plus encore au point de vue de l'effet moral.

Ah ! certes, s'il fallait chercher des excuses à leur conduite on en trouverait aisément. Tout comme la fourmi de La Fontaine, la richesse n'est pas donneuse. Avec la meilleure volonté du monde un homme fortuné ne se rend pas compte des besoins précis de ceux qui l'environnent Si comme le disait Louis Veuillot : « Il est des choses que l'on ne voit bien qu'avec des yeux qui ont pleuré » ; on peut dire qu'il y a des chose qu'on ne comprend bien qu'après certaines traverses.

Il y a plus encore. Nous vivons plus ou moins avec les idées que nous avons reçues. Or la grande majorité des catholiques, dès le bas-âge, ont été imprégnés d'une conception sociale, ils la gardent tout le long de leur vie et vieillards ils s'y cramponnent avec d'autant plus de force qu'ils la voient plus menacée.

Pour se dépouiller de ces idées préconçues il faut nécessairement passer par une crise exceptionnelle bien rare dans la vie d'un homme. Le grand mal ici apparaît la routine. Il n'est pas de maladie dont on se guérisse plus difficilement.

II. — Incontestablement, il est plus aisé de se livrer à la surenchère électorale que de réprimer les passions du peuple et les instincts de la démocratie — première cause du succès du socialisme — Les socialistes s'emparent du beau rôle. Dans l'imagination populaire ils apparaissent comme des redresseurs de torts, et les effets oratoires que l'on tire des méfaits de l'Etat et de l'injustice de la société me semblent assez aisés. D'autre part, aller toujours de l'avant, promettre un monde meilleur, incitent l'admiration des pauvres et des déshérités. Toutefois, à l'examiner d'un peu près les exécuteurs de la chanson nouvelle n'apparaissent pas meilleurs que les politiciens bourgeois. Les socialistes ne redoutent ni de devenir ministres, ni de demeurer millionnaires. Au reste, l'étiquette du parti ne signifie rien, ou signifie tout ce que l'on veut. J'aimerai que dans ce parti il se rencontre un peu plus de gens sincères et infiniment moins d'arrivistes, de ces

petits jeunes gens fortunés qui se parent si facilement de l'étiquette pour réaliser une ambition malsaine.

Quant à l'avenir du socialisme non plus en tant que parti mais en tant que doctrine, il m'apparaît plus important. Plus ou moins rapidement nous allons vers des réalisations. L'évolution que nous subissons, ne nous laisse pas toujours apercevoir le point précis où nous en sommes, ne nous laisse pas deviner exactement où nous allons, mais nous allons quand même au socialisme. Ballottés par des courants divers, il est possible qu'un courant plus fort tout à coup nous entraîne au collectivisme pur, qu'un autre nous repousse pour nous lancer dans une réaction absolue, nous n'en savons rien. Toutefois ce que l'on peut affirmer c'est que, en depit de toutes les modifications présumables et pour profondes qu'on les suppose, un vaste domaine restera à la propriété privée et que jamais, jamais, le collectivisme intégral ne sera réalisé.

III. — Une part de plus en plus large s'ouvrira à la coopération. De plus en plus sans doute le paysan aura recours à l'association pour l'exploitation et la vente de ses produits. Cependant je l'avoue, je ne m'imagine pas comment l'on pourra assimiler la terre à un instrument de production. Je vois bien de grandes fermes, de vastes exploitations mises en valeur par des communautés ou des colonies agricoles, il m'apparaît difficile d'enlever au petit propriétaire sa maison, voire son champ. L'homme par nature se révèle égoïste, il faudrait le refaire intégralement pour instaurer le régime collectiviste intégral. Les Constitutions politiques se bouleversent, les régimes économiques évoluent, mais transformer l'homme...

Evidemment l'Etat arrivera à se charger de besognes nouvelles. Ce qui existe pour les routes, ce qui existe en partie pour les chemins de fer, tout cet ensemble de monopoles s'agrandira vraisemblablement. La fabrication de l'alcool, la main-mise sur les raffineries paraîtront à l'ordre du jour. Est-ce motif à croire que disparaîtront semblablement les petits commerçants et les petits industriels? Ils sont, eux, pour beaucoup

une nécessité sociale et des intermédiaires utiles.

Le syndicalisme est une doctrine séduisante, le syndicalisme est une organisation rationnelle et libérale, le salariat — tel que nous le concevons — doit disparaître. D'abord on associera l'ouvrier aux bénéfices et son salaire normal s'accroîtra de dividendes réalisés. Cette étape franchie il est loisible d'envisager l'usine devenue la propriété de communauté traitant directement avec le consommateur sous la direction d'un chef librement choisi.

Considérez l'étape franchie depuis cent ans. Aujourd'hui l'industriel admet qu'il n'est pas abolument maître chez lui. Il conçoit sans effort qu'un homme n'est pas sa chose comme sa terre ou son rateau. Encore quelque temps et l'association du capital-travail et du capital-argent atteindront la parité.

Tout cela évidemment en réaction contre l'individualisme intensif où nous avait entraîné la Révolution de 1789.

M. Georges SOREL

I. — L'Avenir réservé aux catholiques dans l'évolution sociale? Mais y aura-t-il un avenir commun pour les catholiques? Cette question peut se poser pour des catholiques belges, pour des catholiques allemands, mais les catholiques français sont une masse sans organisation, un agrégat d'individus divisés sur tous les points et qui ne tend nullement à l'unité. L'évolution sociale s'accomplit et s'est accomplie absolument en dehors d'eux, elle continuera à s'opérer en dehors d'eux.

Ce n'est pas à dire toutefois que des catholiques notoires, et sincères représentatifs de certains courants catholiques ne se soient efforcés, à l'exemple de M. de Mun de faire quelque chose, mais outre que le résultat de leurs efforts apparaît bien négligeable on peut leur reprocher de n'avoir jamais eu un plan d'ensemble et d'avoir dans la solution des problèmes étroits que la république bourgeoise abordait, d'avoir dis-je, apporté eux des vues fragmentaires. Du

reste, leur inexpérience et l'ignorance profonde du monde révolutionnaire ont rendu leur bonne volonté inutile.

Enfin, ils ont contre eux la Légende. Le peuple ouvrier n'a pas oublié l'histoire de la Commune, et la légende veut à tort ou à raison que cette répression sanglante fut l'œuvre des « cléricaux ». Le peuple le croit, et ce souvenir sera encore longtemps vivace dans l'âme ouvrière.

Pour terminer l'affectation de certains patrons à s'afficher catholiques, situe l'Eglise dans le clan capitaliste. L'initiative de quelques chrétiens dévoués ne compense pas dès lors le poids de ce passé très lourd et de ce présent sans netteté.

II. — L'avenir du socialisme m'apparaît au contraire radieux pendant d'assez longues années. Il n'est pas douteux que ces gens-là ont le vent en poupe. Cela commence à devenir un bon drapeau électoral. Ce qui m'étonne, c'est que les bourgeois que nous voyons présentement y venir, n'y viennent pas en plus grand nombre. Mais ils y viendront bientôt nombreux. Songez-donc, l'arrière grand-père a été orléaniste, le grand-père centre-gauche, le père gauche-radicale. Que voulez-vous que soit le fils, il ne peut-être que socialiste. Ainsi marche le progrès. Et quel dommage risqueraient-ils à se déclarer socialistes? Les assemblées parlantes n'ont jamais agi et la révolution ne se fera pas par les Chambres. L'action positive, pratique s'exerce en dehors d'elles. Dès lors les bourgeois peuvent se proclamer socialistes en Chambre, ils ne se feront pas de mal entre eux.

A. III. — Je n'ai aucune idée du terme final de l'évolution sociale.

M. DE VALROGER

Ancien Président de l'ordre des Avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation.

I. — *Quel est l'avenir réservé aux catholiques dans l'évolution sociale actuelle?*

Le catholicisme a fait la France, il la refera. Il a sauvé la France de la barba-

rie, a discipliné la féodalité, a été l'appui de la monarchie, il lui appartient de guider encore la France dans son évolution démocratique.

Un peuple ne peut vivre sans morale, et comme on l'a dit souvent, pour le peuple il n'y a pas de morale sans religion. Les raisonnements, les sanctions purement humaines ne peuvent suffire pour refréner les passions. De toutes les religions, le christianisme est la plus parfaite, et le christianisme n'est véritablement vivant que dans le catholicisme, parce que c'est là seulement qu'il y a une autorité, une doctrine. Par ses traditions, la France est une nation catholique. L'esprit français n'est pas nuageux, il est clair, précis, méthodique, il veut des solutions nettes. Le Français aime l'ordre, l'autorité. Voilà pourquoi la France a été et restera toujours catholique. Chez nous le catholicisme n'aura que des crises passagères. Les nuages peuvent pendant quelque temps arrêter les rayons du soleil, le soleil n'en reste pas moins aussi brillant quand les nuages sont dissipés.

Gardons-nous contre la conjuration judéo-maçonnique qui travaille à miner toutes les forces conservatrices du pays, qui a mis la main sur la presse et le Parlement. Luttons contre l'école sans Dieu. Combattons la pornographie et l'alcoolisme qui dégradent les âmes et les intelligences. Elevons les cœurs et flétrissons le matérialisme égoïste qui diminue les familles ; alors que chez nos voisins la population s'accroît sans cesse ; chez nous elle diminue ou reste stationnaire. Une nation sans croyances religieuses perd sa vitalité, elle est destinée à disparaître.

L'Eglise appauvrie, mais libérée par la loi de séparation, doit à l'avenir plus que jamais aller au peuple, lui rappeler les règles du Décalogue sans lesquelles une société ne peut vivre.

Déjà le peuple commence à être désabusé du politicien qui l'exploite et du régime parlementaire dont il est la dupe. La politique des intérêts tend à se substituer à celle des rhéteurs. Les groupements professionnels se multiplient, les catholiques doivent les favoriser, en vue de rétablir l'harmonie entre le travail et le capital, deux forces qui devront toujours se prêter un mutuel

appui. Les catholiques devront prendre une part active à l'étude de toutes les questions sociales agitées dans le pays.

Ils devront aussi appeler l'attention de la nation sur les vices de notre système politique, sur l'absence de garanties constitutionnelles qui met à la merci d'une majorité de politiciens tous nos droits primordiaux, sur la nécessité d'organiser le suffrage universel et de protéger le droit des minorités.

Si la France ne revenait pas à ses traditions, si elle continuait à descendre la pente où l'entraînent ses ennemis, elle serait condamnée à périr.

Mais la France catholique se relèvera, elle vivra ; elle a sa place marquée dans le monde civilisé.

II. — *Avenir du socialisme.*

Rien de plus équivoque que ce mot *socialisme*. Littré définit ainsi le socialisme : « Système qui, abandonnant les « réformes politiques offre un plan « de reformes sociales. Le communisme, le constituttisme, le saint « simonisme, le fouriérisme, sont des « socialismes. »

Si l'on devait s'en tenir a cette définition, tous les partis politiques ayant certaines conceptions sociales pourraient se réclamer du socialisme.

Mais le socialisme de nos jours n'a pas sentiment des conceptions sociales, il a des conceptions politiques et philosophiques, il est républicain, athée, et collectiviste.

Quel est l'avenir de ce socialisme?

Je ne crois pas que le collectivisme puisse avoir en France ou ailleurs de l'avenir. Une nation transformée en ateliers nationaux, chacun travaillant pour la collectivité sous la direction de contremaîtres, c'est là une chimère qui ne peut se réaliser, à moins qu'on ne change le cœur et l'âme de l'humanité, ses passions et ses légitimes aspirations.

Est-ce à dire que les conditions du travail ne pourront pas changer ? Nullement. Déjà de nos jours le salariat tend à se transformer en une participation aux bénéfices. Il conviendra de favoriser le travail associé. Il faudra favoriser l'accession de l'ouvrier à la propriété, et surtout à la propriété du logis de famille qui assurera la moralité et la stabilité de la famille?

L'individualisme de Rousseau ramène l'homme à l'état sauvage. Le collectivisme, soit à la manière de Guesde, soit à celle de Jaurès nous ramènerait à l'esclavage.

Que le riche, appliquant les maximes de l'Evangile, se souvienne qu'il doit être pour ceux qui sont moins fortunés un frère bienfaisant, et la question sociale sera résolue.

CONCLUSION

Nous avons reproduit ces réponses telles qu'elles nous ont été livrées : nous avons eu le soin de soumettre le texte des réponses faites verbalement aux intéressés eux-mêmes, pour éviter de trahir leur pensée.

Il ne nous appartient ni de commenter l'opinion des hommes considérables qui ont bien voulu se confier à nous et que nous remercions indistinctement de leur confiance, ni de tirer la conclusion qui se dégage des considérations émises.

Le *B. I. R. S.* a cru rester fidèle à son rôle et à sa mission en prouvant qu'à l'occasion il savait se transformer en une tribune accessible à toutes les sincérités, où, du choc des idées, naîtrait plus de lumière pour la défense et la sauvegarde des idées religieuses.

Toutefois, au travers des opinions si variées émises dans ces pages, au milieu même des critiques faites aux catholiques, soit par des adversaires déterminés, soit par des amis clairvoyants et implacables, nous avons démêlé de puissants motifs d'espérance. Nous avons mieux senti que même à l'heure des pires orages, fût-ce au prix des pires douleurs et des plus cruels déchirements, en restant fidèles à leur mission, unis suivant l'ordre du Pape et groupés sous l'autorité de leurs chefs, les catholiques étaient assurés, au jour voulu de Dieu, de toutes les victoires et de tous les triomphes.

Nous avons mieux compris la pérennité de cette Eglise qui, suivant la belle parole de M. Goyau, « joint au sentiment de ce qui est fugitif, la conscience de ce qui est éternel ».

Nous avons mieux compris tout le sens consolateur et profond de ces mots de M. de Mun. Interrogé par nous sur l'avenir réservé aux catholiques et aux socialistes dans l'évolution sociale, il nous a fait observer que la question était mal posée de la sorte, et qu'il importait de la retourner ainsi :

« Y a-t-il pour l'évolution sociale un avenir hors de l'action exercée par l'Eglise catholique ? » — Non, sans doute.

Et la réponse désirée, la réponse victorieuse, la voilà.

Le Gérant : Paul Chevant

Paris — Imp. d'Ouvriers Sourds-Muets, 31, Villa d'Alésia

APPENDICE

M. Paul RITTI

Membre de l'Exécution testamentaire
d'Auguste Comte.

Paris, 30 juin 1909.

Cher Monsieur,

La question que vous avez l'amabilité de me poser me prend à brûle-pourpoint. Non pas que la réponse à y faire ne me soit pas très nettement présente à l'esprit. Mais le problème soulevé est de ceux qui sont à tel point complexes qu'avant de pouvoir mettre à leur solution le classique : Ce qu'il fallait démontrer, il importerait préalablement d'avoir exposé ce qui ferait la matière d'un cours complet.

En présence de votre question je me figure d'ailleurs le puddleur aux prises avec la fonte qu'il va chercher à affiner. Songez donc que pour y répondre honnêtement, à cette question, il serait nécessaire de dire d'abord ce qu'est réellement l'humanité, en quoi consiste sa formation, quelle évolution elle doit accomplir dans ce but, et à quelle étape de cette dernière elle est parvenue présentement. Autant de préambules qu'il s'agirait d'élucider avant que de pouvoir donner une explication tant soit peu claire sur le cas particulier auquel vous me proposez de répondre. Bref, c'est à représenter devant les yeux de l'esprit tout le kaléidoscope de ce que contient la méthode sentimentale que vous voulez bien me convier. Car c'est bien là le fil d'Ariane qui me guide personnellement pour retrouver le chemin de l'avenir à travers le chaos des conceptions qu'on s'en fait à l'heure actuelle.

L'évolution humaine n'en serait pas une si elle ne poursuivait pas un but quelconque qu'elle doit fatalement atteindre. Mais, quel est ce but ? — Pour ma part il ne saurait être autre que la conquête du pur altruisme. Par ce mot il faut entendre que l'humanité tend à se vouer à une existence supérieure à la sienne, et par conséquent à toutes les autres, attendu que notre espèce est la plus élevée dans l'échelle des êtres.

Mais l'altruisme est composé d'impulsions distinctes. Car on peut consacrer son existence à une autre, tant en s'unissant ou se soumettant à elle qu'en s'améliorant pour elle. Tout cela comme vous voyez est fort peu clair, à l'exprimer de prime abord ainsi que je viens de le faire. Mais cela le devient encore bien moins lorsque je prétends, sans autre explication, que l'évolution sociale dépend de celle qu'a suivie le développement successif des impulsions altruistes qui sont au nombre de trois : l'attachement qui unit, la vénération qui soumet, la bonté qui améliore. Chacune d'elles remplit une des conditions essentielles de l'existence sociale dont l'humanité fait partie comme toutes les autres espèces d'êtres, mais en qualité d'élément qui seul en prend conscience.

Remarquez en passant que l'existence sociale telle que je la conçois embrasse l'universalité des êtres. La réduire à notre espèce, ce serait en borner l'idée à celle d'un égoïsme collectif. A une semblable existence, qu'on en ait conscience ou non, tout concourt, se subordonne, s'adapte. L'humanité n'a d'autre privilège que d'être en état de pouvoir satisfaire en pleine connaissance de cause aux nécessités que lui impose une pareille destination.

Reste maintenant à savoir quelle est, des dispositions que progressivement nous manifestons envers l'existence sociale, celle qui doit finalement prévaloir. Nouvelle digression à laquelle il faudrait se livrer pour la clarté du sujet. Disons cependant que tout être a besoin de se conserver et d'être constamment en relation avec son milieu, et que ces deux premières conditions définitivement assurées elle a besoin de les maintenir sans cesse en les modifiant d'après les circonstances. Donc, quand il s'agit de l'existence sociale, nous avons conscience d'abord de sa conservation, ensuite de sa relation, enfin de sa modification. Donc, l'humanité se forme en développant successivement l'attachement, la vénération, la bonté, triple sentiment, qui manifeste nos propres dispositions à la conservation, relation et modification de l'existence sociale.

Tout ceci nous fait entrevoir qu'à l'état normal de l'humanité, l'amélioration deviendra notre préoccupation princi-

pale, et la bonté la disposition altruiste correspondante. Il est aisé de conclure de là que le Catholicisme qui a introduit la bonté dans la religion a quelque chance de durer, s'il continue de donner de plus en plus d'importance à la culture de la bonté dont la prépondérance sur les deux autres impulsions altruistes doit, je le répète, inaugurer l'ère décisive des destinées de l'humanité

Quant au socialisme, il faut l'envisager sous deux points de vue bien différents. Considéré comme une simple doctrine métaphysique, il devient néfaste, parce qu'il tend à perpétuer la phase de l'évolution humaine pendant laquelle la vénération devait être prépondérante. Le socialisme cherche alors à dominer à son tour en exploitant dans ce but les habitudes de soumission que l'humanité doit au théologisme. Au contraire, si, comme le sent instinctivement le prolétariat, le socialisme doit devenir la doctrine de l'amélioration sociale, l'avenir lui appartient par cela même qu'il est inspiré par le sentiment altruiste qui, lorsqu'il sera en pleine possession de ses moyens théoriques et pratiques, règnera définitivement sur les destinées humaines.

Voici, si je ne me trompe, ce qu'il m'est possible de dire en peu de mots de la grave question que vous m'avez demandé de résoudre. C'est tout à fait insuffisant. Mais pour plus ample information je renvoie à ce que j'ai écrit sur la méthode sentimentale.

Bien cordialement à vous,

PAUL RITTI.

Nota. — Nous avons le regret de ne pouvoir publier les réponses attendues de l'*Action Populaire* et de M. Imbart de la Tour qui ne nous sont pas parvenues.